Allemagne, nouvelle stratégie militaire : une nouvelle guerre contre la Russie

Le 08-05-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius (au centre), le général Ingo Gerhartz, commandant des forces interarmées alliées de Brunssum (à droite), et le Général de la Bundeswehr, Carsten Breue, visitent le site de l'exercice OTAN «Steadfast Dart 26» à Putlos , en Allemagne, le 18 février 2026. [AP Photo/Fabian Bimmer]

Par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Le 22 avril 2026, Boris Pistorius (ministre allemand de la Défense) et Carsten Breuer (Général, Inspecteur général de la Bundeswehr - Forces armées allemandes) ont présenté une stratégie militaire globale. C'est une première dans l'histoire de la Bundeswehr. Ce document a été en partie publié mais des éléments clés sont classifiés. Cependant, les extraits rendus publics montrent sa nature : l'Allemagne se prépare méthodiquement à une guerre majeure, en particulier contre la Russie.
La stratégie militaire globale montre que les mesures, les capacités et les plans de guerre élaborés vont bien au-delà de ce qui est publié. D'ailleurs, les résumés officiels indiquent clairement que le gouvernement allemand franchit une étape décisive en matière de réarmement militaire et de préparatifs de guerre.

Le cœur de cette stratégie est de faire de la Bundeswehr «l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe» et de positionner l'Allemagne comme la première puissance militaire au sein de l'UE et de l'OTAN. Cet objectif s'inscrit dans la Stratégie de sécurité nationale et les « orientations de la politique de défense à l'horizon 2023 » présentée, en juin 2023 par l'ex-chancelier social-démocrate (SPD) Olaf Scholz, la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock (Les Verts), le ministre des Finances Christian Lindner (Libéral-Démocrate), le ministre de la Défense Boris Pistorius (SPD) et la ministre de l'Intérieur Nancy Faeser (SPD). Ce document intitulé « *Sur ses gardes. Résilient. Durable. Sécurité intégrée pour l'Allemagne* », était déjà un projet de guerre à l'étranger et d'instauration d'un État policier à l'intérieur du pays.

Tous unis pour la guerre

Pour rappel, en 2023, avec un fonds spécial pour la Bundeswehr qui s'élevait à 100 milliards d'euros et l'objectif de porter les dépenses militaires à 2 % du PIB (hors fonds spécial), le gouvernement Scholz lançait la plus grande campagne de réarmement depuis Hitler. Le document précisait : « *Le gouvernement allemand, tout en respectant les objectifs de planification de l'OTAN, fera de la Bundeswehr l'une des forces armées conventionnelles les plus puissantes d'Europe dans les années à venir, capable de réagir et d'agir rapidement et durablement* ». Dans l'avant-propos du document, Scholz écrivait : « *La guerre d'agression brutale de la Russie contre l'Ukraine remet fondamentalement en question l'ordre de sécurité européen… Au sein de l'alliance transatlantique, nous devons être capables et déterminés à faire face à toutes les menaces militaires : nucléaires, conventionnelles, mais aussi en matière de cyberdéfense compte tenu des menaces qui pèsent sur nos systèmes spatiaux. […] L'Allemagne continuera à y contribuer dans le cadre de sa participation nucléaire et fournira sans interruption les porte-avions nécessaires* ».
La stratégie de sécurité nationale s'engageait à «mettre en œuvre le concept stratégique de l'OTAN de juin 2022 dans tous ses aspects». Ce concept stratégique de l'OTAN stipule : «Nous fournirons individuellement et collectivement l'éventail complet des forces nécessaires à la dissuasion et à la défense, y compris pour une guerre transdimensionnelle de haute intensité contre des concurrents

équivalents qui possèdent des armes nucléaires».
Plus loin, la stratégie stipulait : « *Nous voulons faire de l'Union européenne un acteur géopolitiquement capable de garantir sa sécurité et sa souveraineté pour les générations futures. Le gouvernement fédéral s'engage en faveur de la poursuite de l'intégration de l'UE, de sa cohésion et de l'élargissement aux États des Balkans occidentaux, à l'Ukraine, à la République de Moldavie et, à l'avenir, à la Géorgie* ».
L'unification de l'Europe sous la direction de l'Allemagne devenait donc un projet militaire : « *l'Allemagne assumera une responsabilité particulière pour le déploiement des forces de déploiement rapide de l'UE*».
La stratégie de sécurité nationale subordonnait tous les domaines de la vie économique et sociale au concept de «sécurité» et les déclarait, de fait, pertinents pour la guerre : «*Les confrontations géopolitiques à venir ne se dérouleront pas seulement entre les États, mais aussi, de plus en plus, au niveau social… En raison des fortes interactions entre la sécurité extérieure et intérieure, la capacité de l'État allemand à agir à l'extérieur dépend de plus en plus de sa résilience intérieure. Il s'agit d'une responsabilité commune de l'État, de l'économie et de la société* ». En d'autres termes, la politique de guerre extérieure exige la transformation militariste de la société à l'intérieur (Lire à ce propos : De "L'Europe, c'est la paix" au réarmement généralisé)

Aujourd'hui, la stratégie va bien au-delà dans sa mise en œuvre concrète.

La stratégie militaire repose, en effet, sur l'idée, exposée par Carsten Breuer, que « *l'Allemagne, première économie d'Europe, doit et va jouer un rôle de premier plan au sein de l'OTAN face à une situation de menace complexe et de plus en plus aiguë, y compris sur le plan militaire. C'est le signe d'un changement de paradigme et cela confirme notre volonté d'influencer les choses* ».
Le « concept global de défense militaire » comporte deux volets : une stratégie militaire et un profil de capacités (les moyens de la mettre en œuvre). En d'autres termes : l'impérialisme allemand réaffirme ses objectifs prédateurs et met simultanément en place les conditions militaires nécessaires à leurs réalisations. Au cœur de ce dispositif, l'offensive militaire contre la Russie qui s'est encore intensifiée ces derniers jours avec la signature d'un nouveau « partenariat stratégique » entre l'Allemagne et l'Ukraine (Voir encadré) et la convocation de l'ambassadeur russe (1).

Plus clair, tu meurs…

La nouvelle stratégie est claire. Elle désigne la Russie comme une menace centrale et oriente toute la planification militaire vers une guerre totale contre celle-ci. Le contenu public de la stratégie militaire et des plans de réarmement qui y sont associés comprend :

- L' augmentation massive des effectifs de la Bundeswehr qui vise à atteindre un effectif d'au moins 260.000 soldats actifs et le renforcement considérable de la réserve. Au total, les effectifs devraient atteindre au moins 460 000 hommes. Pour y parvenir, le rétablissement du service militaire obligatoire est en préparation.
- L'Allemagne s'engage à fournir à l'OTAN plusieurs divisions pleinement opérationnelles, y compris des forces mécanisées lourdes, pour la guerre en Europe de l'Est.
- Le stationnement permanent et la présence en première ligne d'une brigade de combat allemande; déjà déployée en Lituanie; s'inscrit dans le cadre d'un stationnement avancé de longue durée à la frontière russe.
- L'accélération du réarmement et de la modernisation par des investissements massifs dans les armements lourds, les systèmes de défense aérienne, les drones, la cyberdéfense, les capacités spatiales et la production en série de systèmes d'armes modernes.
- La mise en place d'une structure logistique militaire complète pour des déploiements rapides de troupes à travers l'Europe, dite « mobilité militaire », ainsi que pour assurer l'approvisionnement en

cas de guerre.

- L’intégration aux structures de l'OTAN et de l’UE. L'Allemagne assume un rôle de premier plan au sein des structures de commandement multinationales et de la planification opérationnelle. L’Allemagne « *renforcera la cohésion entre l'Europe de l'Est, l'Europe centrale et l'Europe de l'Ouest depuis le cœur du continent et maintiendra les liens avec l'Amérique du Nord* », précise la stratégie. L'Allemagne deviendra ainsi « *un partenaire militaire encore plus essentiel pour ses alliés européens* » afin de «*renforcer la capacité d'action de l’Europe* ».
- Le document exige « *une capacité de planification et de commandement des opérations nationales qui soit assurée au niveau opérationnel* ». Cela inclut «*le commandement des opérations multi-domaines ainsi que la tâche qui en découle pour le commandement inter-dimensionnel des frappes de précision en profondeur* ».
- La stratégie militaire dite de « Défense totale » est explicitement liée aux structures civiles. L’État, l’économie et la société doivent être orientés vers l’éventualité d’une guerre.

D’ailleurs, le titre même de la stratégie, « Concept global de défense militaire », indique clairement que sa mise en œuvre ne se limite pas au domaine militaire, mais englobe l'ensemble de la société. Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, l’a formulé sans équivoque lors de la Foire de Hanovre (Hanover Messe), salon industriel qui s’est tenu du 20 au 24 avril dernier. Il a appelé les entreprises allemandes à s’orienter vers les besoins de la « défense globale ». Pour cela, elles doivent convertir progressivement leur production aux exigences militaires et coopérer plus étroitement avec la Bundeswehr. Au moins, à l’inverse de Macron, Pistorius a compris que la puissance industrielle est une condition indispensable à la défense et que, par conséquent, les aspects liés à la sécurité et à la politique de défense doivent toujours être pris en compte par les entreprises.
La mise en œuvre du « Concept global de défense militaire » est une transition douce, si l’on peut dire, vers une économie de guerre. En cas d'urgence, l'industrie, les infrastructures et la main-d'œuvre doivent être directement mises au service des opérations militaires. Cette approche rappelle forcément la préparation allemande à la veille des Première et Seconde Guerres mondiales…

Les moyens financiers ont déjà été réunis. Le « fonds spécial » et les crédits de guerre, s’élevant à des centaines de milliards d’euros, voté par tous les partis, y compris le parti de gauche Die Linke et les Verts, financent le plus important programme de réarmement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.
Dans le même temps, la militarisation de la société s’accélère : rétablissement de la conscription, intégration forcée des écoles et des universités aux programmes militaires et élargissement des pouvoirs des forces de sécurité sont en cours.
La nouvelle stratégie militaire allemande révèle que les classes dominantes et dirigeantes allemandes renouent avec leur impérialisme historique des deux guerres mondiales du XXe siècle. Comme toujours, la classe dirigeante allemande et la classe dirigeante Étasunienne et les classes dirigeantes mondialisées veulent affirmer leurs intérêts par la force militaire. Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes entre les puissances impérialistes elles-mêmes, notamment entre l'UE et les États-Unis, et les crises économiques, les classes dirigeantes choisissent délibérément des politiques qui conduisent inévitablement à la catastrophe. (Lire : La nouvelle doctrine de sécurité nationale (NSS) des USA et ses implications)

Réagir !

Pendant que les classes dominantes salivent sur les profits futurs, les peuples, eux, sont confrontés à une réalité systématiquement manipulée par leurs gouvernements et par la presse aux ordres : la préparation d'une guerre majeure n'est plus une hypothèse abstraite, c’est une politique concrète

menée par les classes dirigeantes. Et cette politique criminelle n'a rien à voir avec la défense de la « démocratie » et de la « liberté » contre un agresseur russe, iranien ou autre. Elle est destinée, comme par le passé, à imposer des intérêts capitalistes et impérialistes par la violence et la destruction.
La question politique qui se pose aux classes dominées est de savoir comment contrer, voire inverser, cette évolution vers une troisième Guerre mondiale. La militarisation de la société et la transition vers une économie de guerre ne peuvent être stoppées que par un mouvement politique des peuples dirigé contre leurs gouvernements et les partis politiques du système. Système de l'UE, système capitaliste qui, comme le disait Jaurès, porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ! Dans ces conditions, la construction d'un mouvement national contre la guerre, pour la sortie de l'UE et de l'OTAN n'est pas une perspective abstraite, mais une nécessité immédiate.

Volodymyr Zelensky a été reçu avec les honneurs militaires

Le 14 avril 2026, Volodymyr Zelensky a été reçu avec les honneurs militaires devant la chancellerie à Berlin et le 22 avril le Groupe de contact sur la défense de l'Ukraine (GCDU) s'est réuni à Berlin. Le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, et son homologue britannique, John Healey, ont accueilli le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, et le ministre ukrainien de la Défense, Mykhailo Fedorov, à l'occasion de la 34e réunion ministérielle du GCDU. L'objectif principal était de coordonner l'offensive de l'OTAN dans la guerre en Ukraine et d'accroître le soutien militaire à Kiev. Lors d'une conférence de presse conjointe, le Chancelier allemand Friedrich Merz a ouvertement menacé la Russie. Il a affirmé que le nouveau partenariat stratégique était «*un signal très clair adressé à la Russie* », que l'Allemagne «*ne relâcherait pas ses efforts pour défendre l'Ukraine* » et que la Russie n'avait « aucune chance » de gagner cette guerre.
L'accord prévoit un renforcement considérable de la coopération militaire. Depuis le début du conflit, l'Allemagne a apporté à l'Ukraine une aide militaire de 55 milliards d'euros et 11,5 milliards d'euros supplémentaires sont prévus pour cette année. Les décisions prises entre Berlin et Kiev portent sur les points suivants :
- Production conjointe et développement accru de drones, notamment pour la reconnaissance et les frappes en profondeur derrière les lignes de front ;
- Renforcement de la coopération entre les entreprises de défense allemandes et l'industrie de guerre ukrainienne, avec notamment la création de sites de production communs directement en Ukraine ;
- Fourniture de systèmes de défense aérienne IRIS-T supplémentaires et production conjointe de lanceurs et de composants avec l'Ukraine par l'entreprise de défense Diehl Defence ;
- Augmentation massive de la production de munitions pour compenser les lourdes pertes subies dans la guerre d'usure contre la Russie ;
- Développement et fabrication de systèmes d'armes à longue portée conçus pour permettre des frappes ciblées en profondeur en territoire russe ;
- Poursuite des livraisons d'armes lourdes, de systèmes de défense aérienne, de chars, d'artillerie et de matériel logistique militaire.

Loin d'une simple « coopération en matière de défense », comme le prétend la propagande officielle, c'est une coopération globale de guerre. L'objectif est d'intensifier le conflit, de militariser l'Europe et, en cas de crise, de réorienter l'économie vers la production d'armement, perspective évoquée depuis longtemps dans les documents stratégiques des groupes de réflexion européens.

Note
1 - Le 20 avril 2026, le gouvernement allemand a convoqué l'ambassadeur de Russie à Berlin,

intensifiant ainsi la confrontation avec Moscou. Le ministère des Affaires étrangères, Johann Wadephul, a justifié cette mesure en évoquant des « menaces directes de la Russie contre des cibles en Allemagne visant à affaiblir notre soutien à l'Ukraine ». La convocation d'un ambassadeur compte parmi les mesures diplomatiques les plus conflictuelles. Dans un contexte où l'Allemagne joue déjà un rôle central dans la guerre par procuration menée par l'OTAN contre la Russie en Ukraine, elle constitue un signal politique très important. Elle ne signifie pas un « dialogue », mais son arrêt. Cette convocation est le prélude à d'autres mesures, pouvant aller jusqu'à la rupture définitive des relations diplomatiques. Parallèlement, l'Allemagne à déployé, en Lituanie, la 41e brigade de Panzergrenadiers et une autre brigade de combat, soit plus de 5 000 hommes, qui ne constituent pas une mesure défensive, mais font partie d'une stratégie militaire offensive visant une confrontation directe avec la Russie. De plus, toujours le 20 avril, lors d'une rencontre à Gda?sk, Macron et le Premier ministre polonais Donald Tusk se sont prononcés en faveur d'exercices conjoints et d'une coopération sans limites dans le domaine des stratégies de déploiement nucléaire.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire